

**Pays:** France

**Commission:** Conseil des Ministres de l'Environnement et de l'Éco-Innovation

**Problématique:** Comment assurer une transition écologique efficace par le biais du secteur des transports?

La France soutient fermement l'amélioration de la coopération internationale afin de réaliser une transition écologique dans le secteur des transports et s'engage à faire des efforts dans ce but. La France est une république constitutionnelle unitaire à régime semi-présidentiel dont le président de la république est Emmanuel Macron et le premier ministre est Jean Castex.

Tout d'abord, les émissions des gaz à effet de serre (GES) provenant des transports sont en augmentation progressive ces dernières décennies. A ce jour, elles représentent environ un quart de la somme des émissions dans l'Union Européenne. Le secteur des transports, ayant une importance indéniable dans l'économie européenne et dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, a des effets néfastes sur l'environnement et les écosystèmes que l'on s'attend à voir évoluer vers des grands enjeux globaux dans un avenir proche. Ainsi, de nombreux pays à travers le monde s'engagent à effectuer des transitions écologiques dans ce secteur en acceptant la nécessité d'adopter des moyens de transports qui consomment moins d'énergie et utilisent des carburants moins polluants. La Commission Européenne s'est fixée comme objectif de réduire les émissions de GES dans les transports de 90% jusqu'à 2050.

La France est un acteur majeur de la lutte contre le changement climatique. En 2015, la France était le pays d'accueil de la conférence COP21 ayant pour but de créer un accord mondial sur le climat. Ensuite, lors de la conférence COP26 tenue à Glasgow en 2021, elle s'est engagée dans des projets visant à diminuer la consommation des énergies fossiles: diminuer la production de pétrole et de gaz ainsi que mettre fin au financement des projets à l'étranger d'énergie fossiles sans techniques de capture du carbone. En outre, en 2016, le ministère chargé des transports et l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ont mis en place un programme nommé "Objectif CO2" dont l'objectif était de permettre aux entreprises de transports routier de marchandises et de voyageurs d'améliorer leur performance environnementale en leur fournissant des outils nécessaires, favorisant la réduction des émissions de GES liées à l'utilisation de carburants fossiles. Une labellisation a été conçue pour les entreprises de transport permettant à celles-ci de s'engager dans une démarche d'audit et de performance énergétique. Ce dispositif national offre aux entreprises des méthodes afin de les aider à réduire leur consommation de carburants.

Le plan France Relance qui a pour objectif stratégique de réaliser une transition écologique propose des mesures visant à améliorer les infrastructures de transport et privilégier les mobilités vertes. Ces mesures touchent plusieurs modes de transport: la modernisation des infrastructures ferroviaires (4,7Md€), des aides à l'achat des véhicules moins polluants(1,2Md€), la modernisation des mobilités du quotidien(1,2Md€). Nous croyons qu'une transition écologique en matière des transports ne peut s'effectuer qu'en adoptant des mesures concrètes et qu'en y faisant des investissements. Nous devons développer et favoriser les transports collectifs tout en facilitant l'accès aux véhicules plus propres. La création et l'amélioration des dispositifs nationaux au sein des pays visant à réaliser une transition dans un cadre méthodologique serviraient des mécanismes majeurs dans ce but. En outre, la coopération internationale est importante étant donné la cause à laquelle nous nous engageons concerne notre environnement et ainsi tous les peuples du monde. Une fois que nous parviendrons à établir des systèmes de verdissement dans notre territoire, nos solutions devraient dépasser nos frontières. Nous devrions aider les pays moins favorisés économiquement à réussir une transition écologique par le biais des aides financières et du partage des technologies. Ainsi, nous devrions effectuer des changements dans les transports internationaux.

En conclusion, la France s'engage à faire des efforts en vue d'une transition écologique dans le secteur des transports et exprime son soutien pour une collaboration européenne.